



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 202
(Privé)

Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec

Présentation

**Présenté par
M. Michel Rivard
Député de Limoilou**



**Éditeur officiel du Québec
1995**

Projet de loi 202

(Privé)

Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec

ATTENDU que la Société de Saint Vincent de Paul de Québec a été constituée le 26 mars 1902 par la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec (1902, chapitre 102), et que cette loi n'a pas été modifiée depuis;

Que la Société exerce aujourd'hui ses activités dans le diocèse de Québec;

Qu'il convient de modifier le territoire mentionné dans la loi constitutive de la Société;

Qu'il convient également de modifier la limite des biens immobiliers que la Société peut posséder, la composition du bureau de direction, de tenir compte du nouveau Code civil du Québec dans le placement des dons et des legs et de faire disparaître toute distinction dans l'aide que la Société apporte aux pauvres;

Qu'il est opportun d'accéder à cette requête;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi constituant en corporation la Société de Saint Vincent de Paul de Québec (1902, chapitre 102) est modifié par le remplacement des mots «établies ou à être établies en la cité de Québec» par les mots «établies ou à être établies dans le diocèse de Québec».

2. L'article 2 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « pourvu toutefois que les revenus annuels des immeubles possédés par la dite corporation n'excèdent pas dix mille piastres » par les mots « pourvu que la valeur des immeubles possédés par la Société n'excèdent pas un million (1 000 000,00 \$) de dollars ».

3. L'article 3 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **3.** La Société sera administrée par un bureau de direction composé d'un président, d'un ou de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier et d'autant de membres qu'il sera jugé nécessaire. Un aumônier, désigné par l'Archevêque de Québec, pourra siéger au bureau de direction mais n'aura pas droit de vote. ».

4. L'article 5 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **5.** Les dons et les legs faits à la Société sont conservés conformément aux dispositions du Code civil du Québec sur les placements présumés sûrs, notamment l'article 1339 de ce code.

Ces sommes ou les revenus qu'elles produisent sont distribués aux pauvres sans distinction fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique, la langue ou la religion sous réserve des intentions des donateurs ou des testateurs. ».

5. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).